



Les principales jurisprudences en matière de criminalité financière

Actualité législative publié le 27/01/2025, vu 58 fois, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

Les jurisprudences en matière de criminalité financière ont joué un rôle essentiel dans le renforcement des régulations visant à lutter contre toutes les fraudes possibles

La criminalité financière englobe une large gamme d'infractions, allant de la fraude, du blanchiment d'argent, à la manipulation de marché et aux délits d'initiés. Ces infractions sont souvent complexes et internationales, impliquant des acteurs financiers, des entreprises, et des États. Les juridictions mondiales, qu'elles soient nationales ou internationales, jouent un rôle crucial dans l'application des lois et la mise en place de sanctions à l'égard de ces comportements. L'analyse des principales décisions jurisprudentielles en matière de criminalité financière permet d'illustrer l'évolution du droit, la répression de ces crimes, et l'impact des jugements sur les pratiques économiques et bancaires. Cet article présente les principales jurisprudences qui ont marqué la lutte contre la criminalité financière, en mettant l'accent sur les grandes tendances et les implications juridiques.

1. La Fraude Fiscale et la Responsabilité Pénale des Dirigeants

La fraude fiscale, qui consiste à échapper délibérément au paiement des impôts, est une forme de criminalité financière parmi les plus courantes. Plusieurs décisions jurisprudentielles majeures ont permis de préciser la responsabilité des dirigeants d'entreprises et des institutions financières en matière de fraude fiscale.

a) L'Affaire "KPMG" et la Responsabilité des Cabinets d'Audit (2009)

En 2009, la Cour d'appel de Paris a rendu une décision importante dans le cadre de l'affaire **KPMG**, où un cabinet d'audit était accusé d'avoir facilité des montages fiscaux frauduleux pour le compte de ses clients. Cette affaire a mis en lumière les responsabilités des professionnels du secteur financier, et particulièrement des cabinets d'audit, en matière de fraude fiscale.

La cour a estimé que **KPMG** avait failli à son devoir de diligence en aidant à mettre en place des structures permettant à ses clients de dissimuler des actifs et d'échapper à l'impôt. Elle a condamné plusieurs responsables du cabinet à des amendes et des peines de prison avec sursis. Cette jurisprudence a renforcé la responsabilité des cabinets d'audit en matière de prévention de la fraude fiscale et a eu un impact majeur sur la pratique des audits financiers en France et à l'international.

b) L'Affaire "Carrefour" et la Prise en Compte des Abus de Droit (2013)

En 2013, la Cour de cassation française a rendu un jugement important dans l'affaire **Carrefour** concernant un abus de droit fiscal. L'entreprise avait mis en place des structures complexes pour éviter le paiement d'impôts en France via des montages fiscaux internationaux. La Cour de cassation a confirmé la condamnation du groupe, soulignant que des stratégies visant à échapper à l'impôt, même si elles étaient techniquement légales, pouvaient être considérées comme des **abus de droit**.

Cette décision a permis de renforcer l'idée que les entreprises ne peuvent pas utiliser des stratégies purement artificielles pour minimiser leurs obligations fiscales. Elle a aussi contribué à la réaffirmation des principes de **bonne foi** et de **transparence** dans les relations fiscales, à la fois pour les entreprises et les acteurs publics.

2. Le Blanchiment d'Argent : Une Lutte Jurisprudentielle Permanente

Le blanchiment d'argent consiste à dissimuler l'origine criminelle de fonds obtenus par des activités illégales. Ce crime a des répercussions graves sur la stabilité économique et financière, et les juridictions à travers le monde ont pris des décisions marquantes pour renforcer la répression de ce type de criminalité.

a) L'Affaire "Laundromat" et la Responsabilité des Banques (2018)

L'une des affaires les plus médiatisées concernant le blanchiment d'argent a été l'affaire **Laundromat** (2018), où plusieurs banques, dont la Deutsche Bank, ont été impliquées dans un réseau complexe de blanchiment d'argent d'environ 200 milliards de dollars via des transactions entre différentes juridictions. La Cour fédérale de New York a prononcé des amendes contre la banque pour son rôle dans la facilitation de ces transactions, soulignant la **responsabilité des banques** dans la prévention du blanchiment d'argent.

La décision a été un tournant majeur, car elle a insisté sur le fait que les institutions financières ont une **obligation de vigilance** et qu'elles doivent mettre en œuvre des systèmes de surveillance afin d'identifier les transactions suspectes. Ce jugement a renforcé la pression sur les institutions financières pour qu'elles respectent les standards internationaux de lutte contre le blanchiment d'argent, notamment les **normes du GAFI** (Groupe d'Action Financière).

b) L'Affaire "HSBC" et la Poursuite du Blanchiment d'Argent (2012)

En 2012, une autre décision importante a concerné la banque **HSBC**, qui a été accusée d'avoir permis des transactions financières en lien avec des cartels de drogues et des régimes politiques corrompus. La Cour du district de New York a imposé une amende de 1,9 milliard de dollars à la banque pour avoir permis le **blanchiment d'argent**, en dépit de la présence de **contrôles internes insuffisants**.

L'affaire a marqué un tournant dans la manière dont les autorités américaines considèrent la responsabilité pénale des grandes institutions financières dans la lutte contre le blanchiment d'argent. Elle a mis en évidence la nécessité d'un **renforcement de la surveillance** et de la **due diligence** dans les activités des banques, et a également montré que des sanctions financières de grande ampleur pouvaient être infligées aux banques transnationales impliquées dans des pratiques de blanchiment.

3. La Manipulation de Marché et le Délit d'Initié

La manipulation de marché et les délits d'initiés sont des infractions particulièrement graves, car elles affectent directement l'intégrité des marchés financiers. La jurisprudence a contribué à définir et à affiner les contours de ces infractions.

a) L'Affaire "Madoff" et les Délits d'Initiés (2009)

L'affaire **Bernie Madoff** (2009), l'un des plus grands scandales financiers de l'histoire, a impliqué l'exécution d'un système de **ponzi** massif. Bien que ce ne fût pas un délit d'initié au sens strict, la fraude et la manipulation de marché mises en place par Madoff ont conduit à des poursuites et à des jugements à l'échelle mondiale. Madoff a été condamné à 150 ans de prison.

La jurisprudence issue de cette affaire a été déterminante dans l'évolution des lois américaines sur les délits d'initiés et la manipulation des marchés. La SEC (Securities and Exchange Commission) a été critiquée pour ne pas avoir détecté plus tôt la fraude, et des réformes ont été mises en place pour améliorer la surveillance des marchés financiers et mieux protéger les investisseurs contre de telles pratiques.

b) L'Affaire "Raj Rajaratnam" et la Répression des Délits d'Initiés (2011)

Un autre cas marquant est l'affaire **Raj Rajaratnam**, un gestionnaire de hedge fund américain accusé de **délits d'initiés** dans le cadre d'une vaste opération de **manipulation de cours**. La Cour fédérale de New York a condamné Rajaratnam à 11 ans de prison, la peine la plus longue jamais infligée à une personne reconnue coupable de délit d'initié aux États-Unis.

Cette affaire a renforcé l'application des lois contre les délits d'initiés, précisant que même de simples échanges d'informations confidentielles peuvent entraîner des sanctions pénales sévères. Elle a également incité les régulateurs financiers à redoubler d'efforts pour détecter et punir rapidement de tels délits.

4. Les Sanctions Pécuniaires et la Lutte Contre la Criminalité Financière

Les sanctions pécuniaires, souvent très élevées, sont devenues l'un des principaux outils utilisés pour punir la criminalité financière et dissuader d'autres comportements illégaux. Les décisions des juridictions ont permis de faire évoluer la nature de ces sanctions.

a) La Décision "Wells Fargo" (2016) et les Sanctions Financières

En 2016, Wells Fargo a été condamnée à une amende record de 185 millions de dollars pour avoir créé des millions de comptes bancaires fictifs au détriment de ses clients. Cette décision a montré que la fraude bancaire, même si elle concerne un grand nombre de victimes, peut conduire à des sanctions très lourdes. L'affaire a également servi de modèle pour de nombreuses régulations visant à empêcher des pratiques similaires dans d'autres institutions financières.